

BULLETIN D'INFORMATION ESPAGNOLE

Les publications qui reproduisent des textes de ce bulletin, sont priées de bien vouloir remettre deux exemplaires du numéro où la reproduction aura été insérée, à notre rédaction.

Ce Bulletin paraissant tous les jours, les dimanches exceptés, ne doit être vendu.

67, Av. La Bourdonnais, 2^{me} - PARIS - VII

Gérant : M. André Real.

Le 8 octobre 1937.-

N° 388.-

COMMENTAIRE

DES PREUVES PALPABLES

Une lettre et un discours

La présence de l'ancien Président du Conseil des Ministres, Portela Valladares, au simulacre de réunion du Parlement qui vient d'avoir lieu à Valence, a provoqué les commentaires les plus variés. Pour que l'on puisse se rendre compte de la valeur exacte de ce fait, nous reproduisons, ci-dessous, le discours qu'il a prononcé, tel que le reproduit l'édition du 2 courant du journal gouvernemental "La Vanguardia" et la lettre qu'il avait envoyée spontanément au Généralissime Franco, il y a un an, alors qu'il résidait en France:

Le Discours

"Messieurs les Députés. Les instants présents sont graves et solennels; leur gravité et leur solennité ne peuvent faire moins que de se réfléchir dans nos esprits. Je me rends compte du peu de titres que j'ai à prendre la parole ici. C'est pourquoi je parlerai aux coeurs.

"Ce Parlement est la raison d'être de la République, de la vie de l'Espagne. De même que mon premier devoir envers vous, envers l'Espagne et envers le monde est d'affirmer la légitimité de vos pouvoirs. J'ai pour cela les titres suivants: avoir été battu à ces élections et avoir présidé le gouvernement sous lequel elles eurent lieu; tel est mon témoignage qui doit être mentionné dans "Le Journal des Sessions" et doit rester comme un jalon dans la vie de l'Espagne.

"Naturellement en examinant ce qui se passa alors, je dois faire remarquer quelque chose qui n'avait pas de transcendance à ce moment-là. Je n'ai pas voulu le dire plus tôt car on aurait pu croire à un manque de loyauté envers le pays. J'ai remis le gouvernement au Frente Popular, parce que j'étais convaincu de son triomphe, comme l'était aussi la droite. Au sujet des critiques

La lettre

"Nice, 8 octobre 1936.

A Son Excellence M. Francisco Franco.

Illustre Général et Ami distingué,

Au moment où vous êtes investi des titres suprêmes de Chef du Nouvel Etat et de Généralissime des Armées de l'Espagne, je veux vous envoyer la plus profonde et la plus sincère félicitation, qui atteint la nation entière, et vous assurer de mes voeux fervents pour votre œuvre immense, qui doit donner à notre pays un avenir d'ordre, de justice et de paix, de prospérité et de force, capable de lui rendre la place élevée qu'il doit occuper dans

qui me furent adressées alors, pour notre défaite, je dois dire que je n'ai pas eu, alors plus que maintenant, recours à la tromperie. J'ai démissionné le 19 février. Les ministres que je présidais croyaient, comme moi, que nous avions le devoir de transmettre le pouvoir immédiatement, en remettant les organes du Gouvernement intacts et entiers.

"Dans un régime démocratique, le Gouvernement, s'il n'a pas l'appui de la Chambre, n'a pas de raison d'être et quand le peuple parle, comme il arrive alors, lui seul a raison. Pour me maintenir au Gouvernement, il fallait que je déclare l'état de guerre. J'avais le décret signé et je le remis à mon successeur. Déclarer l'état de guerre dans ces circonstances c'était ouvrir traitrusement le chemin à un Pouvoir clandestin qui était aux aguets.

"Il pourra y avoir parmi nous différentes nuances idéologiques; mais je veux manifester ici mon adhésion au Gouvernement. Dans des circonstances analogues aux présentes, je donnerais toujours ma voix à celui qui siégerait ici, entre autres raisons, parce qu'il représente l'Etat Major, la Patrie sur le pied de guerre.

"J'ai confiance en l'avenir. Je suis venu ici remplir un devoir, ayant confiance dans l'esprit noble et chevaleresque des espagnols. Je ne me suis pas trompé et, étant parmi vous, je vous déclare qu'au dehors, on a la conviction que le Gouvernement de la République doit triompher. Sans Gouvernement de la République, il ne peut y avoir d'Espagne; et je vous déclare, en même temps, que j'ai été étonné et émerveillé de cette activité et de cette ferveur que j'ai remarquées parmi vous. Permettez-moi enfin, d'adresser ici un souvenir ému aux martyrs de mon peuple, de Galice, de ces hommes courageux qui luttent encore dans les montagnes pour l'accomplissement d'un devoir.

"J'estime également que l'atmosphère internationale éprouve une grande transformation, favorable à la cause de la République. On est à la veille d'une évolution. On ne peut demander aux Gouvernements qu'elle soit rapide. Ils doivent s'assurer d'abord de la confiance de leurs peuples.

le monde.

C'est sur vous que retombe la mission providentielle de réaliser une seconde "reconquête" de l'Espagne, de la sauver de la barbarie, du crime, de la destruction, érigés en système de Gouvernement. On ne peut jamais invoquer contre la Patrie les idées politiques ou l'origine du Pouvoir; ces facteurs doivent s'y soumettre et doivent se subordonner à n'être qu'un moyen pour la mieux servir. A cette heure terrible, je ne pense qu'à l'Espagne et qu'à vous qui, par vos exceptionnelles conditions d'intelligence, de calme, de force de caractère et d'une valeur professionnelle qui ne trouve de précédent qu'aux plus belles pages de notre Histoire, devez la refaire.

Mon âge, que je regrette aujourd'hui, ne me permet pas de solliciter l'honneur d'être soldat sous vos ordres; je n'ai pas de ressources, parce que l'on m'a dépouillé de tout; j'ai sauvé par miracle une vie qui ne vaut rien, mais qui aspire au bien de la Patrie, que j'ai servie aussi bien que j'ai su et que j'ai pu, en maintenant l'autorité et en luttant, sans souci du risque, contre le désordre et l'anarchie. Les plus

"J'ai la conviction que, quand on connaîtra les paroles si généreuses, si grandes par lesquelles Monsieur le Président du Conseil a terminé son discours, l'atmosphère sera encore plus favorable.

"Paix pour tous les espagnols, paix pour faire une nouvelle Espagne sortie de ce Parlement.

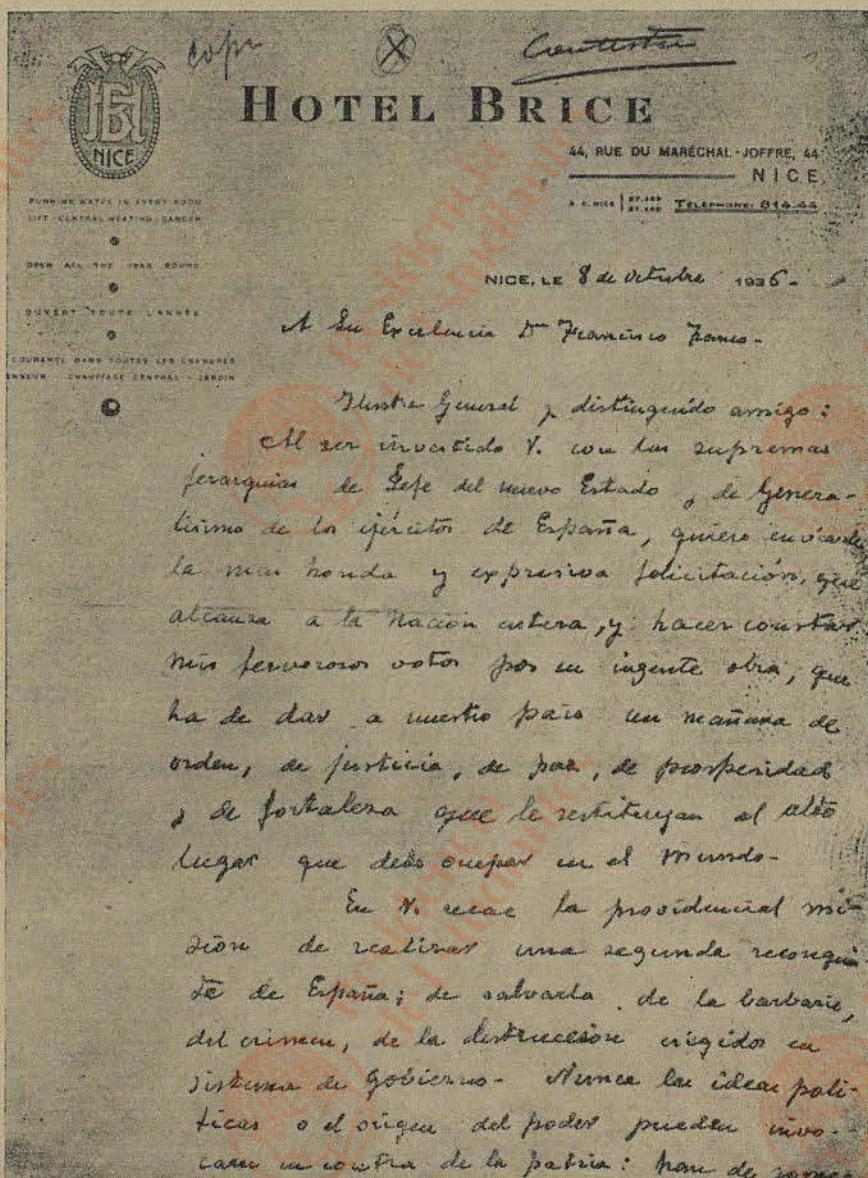
"La journée d'aujourd'hui constitue pour moi une grande et intime satisfaction, parce que j'ai été parmi vous et parce que j'ai vu notre chère Espagne prête à une sérieuse et profonde reconstruction."

partisans devront le reconnaître.

C'est avec ces sentiments que je suis vrai, plein d'émotion, comme je l'ai fait jusqu'ici, votre entreprise grandiose. Je suis toujours à votre complète dévotion, votre admirateur et ami,

M. Portela Valladares.

P.S.- Jusqu'à ce jour, 22 octobre, je n'ai pas eu l'occasion, à cause de l'irrégularité de la poste avec l'Espagne, de faire passer la frontière à cette lettre, par voie sûre.



Hoy a él, y situarse en la subordinada categoría de medio para mejor servirlos. En esta hora terrible solo piensan en España, y yo que, con un singular condicione se inteli-
gencia, de serenidad, de carácter, y de un valor
profesional que solo encuentra precedente en
la memoria de nuestra historia, ha de reha-
cerla.

Mis oídos, que en esta ocasión me
duelen, no me permiten solicitar el honor de
ser soldado a sus órdenes; de nuevo no dis-
pongo, porque de todo me han despojado;
salvo por mitad una vida que nade valle
pues que sirve por el bien de su patria,
a la que he servido tan bien como respe-
y prende, manteniendo inalterado el principio de
autonomía, la demanda, sin reparar en riesgos,
contra el desorden y la anarquía. Los mu-
chos españoles habrán de recordarlo.

Con estos sentimientos seguiré
emocionalmente, como lo he seguido hasta
aquí, su supuesto regreso. Y siempre a
su devoción completa, admirados y
amigo. Mr. Portela Valladares

85. Hasta hoy 22 oct., no tuve ocasión en la
irregularidad del correo con España, de hacer
que esta carta pasara la frontera por vía segura.

Après la lecture de la traduction et la reproduction photographique de la lettre écrite de la propre main de Mr. Portela Valladares, la présence de l'ex-président du Conseil au simulacre de Parlement qui s'est réuni à Valence, ses propos et ses affirmations, n'ont aucune valeur. Plus encore; aucun esprit équilibré n'arrivera à comprendre que celui qui, en octobre 1936, appréciait l'idéal du Mouvement Libérateur de l'Espagne ait pu collaborer à la manœuvre qui cherche à abuser une fois de plus de l'opinion européenne et se soit offert au Gouvernement qui, d'après lui-même, exerce la barbarie, le crime et la destruction.

La conduite de M. Portela Valladares provoque une réaction de dégoût. Sa mauvaise foi, alors que des milliers d'Espagnols meurent à la guerre sur le front ou sont assassinés dans la zone réduite en esclavage, ne mérite même pas que nous prenions la peine de la commenter.

INFORMATION

Comment le public de la zone rouge est informé.-

"Verdad", organe du parti communiste paraissant à Valence, parle, dans son numéro du 21 septembre de l'échec de l'Espagne à Genève. Il cherche à lui trouver des excuses et des palliatifs et il écrit à ce sujet:

"Il y a une magnifique preuve de solidarité dans l'attitude de la Belgique qui n'a pas voulu accepter la proposition qu'on lui a faite de présenter sa candidature, car cela aurait pu être considéré comme un acte inamical envers l'Espagne."

En effet, la Belgique, tout le monde le sait, a été élue membre du Conseil de la S.D.N. et a accepté sa nomination.

Voici donc comment on informe le public de la zone rouge.

L'opinion de la City.-

Le "Times" d'hier, publie une lettre du citoyen britannique William J. Thomson qui est arrivé à Londres, venant de Gibraltar, et est descendu au Savoy Hôtel. Cette lettre commence ainsi:

"Lorsque je suis arrivé à Londres, il y a quelques jours, et que j'ai dû changer de l'argent espagnol contre de l'argent anglais, on m'a donné une livre sterling pour 273 pesetas de Valence. Le même jour il suffisait, pour faire le même achat, de 77 pesetas du Général Franco. Voilà l'opinion qu'a la City sur la situation en Espagne."

Mr. Thomson manifeste sa surprise qu'étant donnée cette réalité, il y ait encore dans la masse du peuple britannique un grand nombre d'idées fausses sur l'Espagne. Il profite de cette occasion pour répéter que, sur le territoire occupé par les troupes du Général Franco, règnent la paix, le droit et l'ordre, ce qui contraste avec le chaos et le pillage qui règnent de l'autre côté. Il affirme catégoriquement, que les intérêts britanniques en Espagne seront, sous le Gouvernement du Général Franco, aussi en sûreté qu'en Angleterre.

Il termine en déplorant que beaucoup des nouvelles inexactes ou totalement fausses sur la situation en Espagne, soient datées de Gibraltar.

Le simulacre de Parlement Catalan.-

Le Parlement catalan s'est réuni. Nous ignorons pourquoi. Il n'y eut ni débat ni vote. La session dura 17 minutes. Elle ne consista qu'à prendre les trois décisions suivantes:

- 1°) Exprimer des regrets pour la mort d'un Député.
- 2°) Décider que les affaires en cours seraient traitées par les Commissions.
- 3°) Suspender les sessions jusqu'à l'année prochaine.

25 Députés assistèrent à la session. Le nombre total de ceux qui composent le Parlement catalan est de 84. C'est-à-dire 29 %.

Il est vrai que les rares Députés socialistes ne firent pas acte de présence pour cause "d'incompatibilité avec la Présidence effective", qui était assumée par Juan Casanovas.

Voilà tout! C'est bien peu de chose...

Un singulier projet de Loi.-

Le pseudo-Parlement de Valence a reçu une proposition, dont nous informe la presse rouge du 2 courant. Elle demande que l'on prenne la décision que...

"... Si un Député, sans cause justifiée, cesse d'assister aux sessions de la Chambre pendant 2 mois de suite, sans en obtenir la permission, il peut être privé de ses prérogatives de Député et tous les droits que lui confère sa qualité peuvent être suspendus par décision de la Chambre ou de la Députation permanente, après une délibération de la Commission intérieure du Gouvernement."

Abstenons-nous de commenter le fond de cette proposition. Le commentaire se fait tout seul. Mais ce qui est impossible c'est d'appliquer la sanction... Comment un Député peut-il cesser d'assister aux sessions pendant 2 mois, alors qu'elles n'ont lieu que pendant doux jours?

La famine dans la zone rouge.-

Mercredi soir, le délégué des Approvisionnements de la Municipalité de Barcelone a fait savoir par la radio qu'il y aurait, vendredi, une distribution de pain, à raison de 200 grammes par personne pourvue de la carte de rationnement.

Les barcelonais recevront donc aujourd'hui, si ces promesses sont tenues, une demi-livre de pain; il y a plusieurs jours qu'ils n'y avaient pas goûté... C'est donc tout un évènement. On en est arrivé à ce point: la distribution d'un malheureux morceau de pain est annoncée deux jours à l'avance, comme un véritable évènement.

Encore la monnaie municipale.-

Nous lisons dans la presse de Barcelone du 2:

"Au cours de la réunion du Comité municipal permanent qui a eu lieu le 30 septembre, les décisions suivantes furent prises:

"... Procéder à l'émission de 3.000.000 de billets de 1,50 ptas."

La vente du lait.-

Nous trouvons à la suite, dans le même journal,

"Tant qu'on ne pourra activer l'arrivée du lait naturel ou concentré dans notre ville, et afin d'éviter que celui dont on dispose actuellement soit distribué de la manière ordonnée par le Conseil Directeur des Approvisionnements, on prévient tous les industriels vendant du lait naturel ou du lait concentré, sans aucune exception, qu'il n'est pas permis d'en vendre au détail dans des verres. Le lait végétal n'est pas compris dans cette décision."

Imprimé au cyclostyle.